



Combien de millions de personnes ont été tuées dans les guerres américaines qui ont suivi les attentats du 11 septembre 2001 ?

Par [Nicolas J. S. Davies](#)

Mondialisation.ca, 11 septembre 2023
[Consortium News](#) 25 avril 2018

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Guerre USA OTAN](#)

Cet article a été publié initialement le 16 juillet 2018

*

Dans les deux premières parties du présent article, j'ai estimé qu'environ [2,4 millions de personnes ont été tuées](#) à la suite de l'invasion de l'Irak par les États-Unis, tandis qu'environ [1,2 million de personnes ont été tuées en Afghanistan et au Pakistan](#) à la suite de la guerre menée par les États-Unis en Afghanistan. Dans la troisième et dernière partie de ce compte rendu, j'estimerai le nombre de personnes tuées à la suite des interventions de l'armée américaine et de la CIA en Libye, en Syrie, en Somalie et au Yémen.

Parmi les pays que les États-Unis ont attaqués et déstabilisés depuis 2001, seul l'Irak a fait l'objet d'études exhaustives de mortalité « *active* » qui peuvent révéler des décès par ailleurs non déclarés. Une étude de mortalité « *active* » est une étude qui interroge « *activement* » les ménages pour trouver des décès qui n'ont pas été signalés auparavant par des bulletins d'information ou d'autres sources publiées.

Ces études sont souvent menées par des personnes qui travaillent dans le domaine de la santé publique, comme Les Roberts à l'Université Columbia, Gilbert Burnham à Johns Hopkins et Riyadh Lafta à l'Université Mustansiriya de Bagdad, coauteur de [l'étude de 2006 du Lancet](#) sur la mortalité due à la guerre en Irak. En présentant leurs études en Irak et leurs résultats, ils ont souligné que leurs équipes d'enquêteurs irakiens étaient indépendantes du gouvernement d'occupation et que c'était un facteur important pour l'objectivité de leurs études et la volonté des Irakiens de parler honnêtement avec eux.

Des études exhaustives sur la mortalité dans d'autres pays déchirés par la guerre (comme l'Angola, la Bosnie, la République démocratique du Congo, le Guatemala, l'Irak, le Kosovo, le Rwanda, le Soudan et l'Ouganda) ont révélé un nombre total de décès de [5 à 20 fois](#) supérieur à celui révélé précédemment par des rapports « *passifs* » basés sur des bulletins d'actualités, des dossiers d'hôpitaux et/ou des enquêtes sur les droits de l'homme.

En l'absence de telles études complètes en Afghanistan, au Pakistan, en Libye, en Syrie, en Somalie et au Yémen, j'ai évalué les rapports passifs sur les décès dus à la guerre et essayé d'évaluer la proportion de morts réelles que ces rapports passifs sont susceptibles d'avoir compté selon les méthodes qu'ils ont utilisées, sur la base des rapports entre les morts réels

et les morts passivement déclarées, trouvés dans d'autres zones de guerre.

J'ai seulement estimé les morts violentes. Aucune de mes estimations n'inclut les décès dus aux effets indirects de ces guerres, tels que la destruction des hôpitaux et des systèmes de santé, la propagation de maladies par ailleurs évitables et les effets de la malnutrition et de la pollution de l'environnement, qui ont également été considérables dans tous ces pays.

Pour l'Irak, mon estimation finale d'[environ 2,4 millions de personnes tuées](#) était fondée sur l'acceptation des estimations de [l'étude 2006 du Lancet](#) et de [l'enquête 2007 de l'Opinion Research Business \(ORB\)](#), qui étaient conformes les unes aux autres, puis sur l'application du même rapport entre les décès réels et les décès déclarés passivement (11,5:1) entre l'étude du *Lancet* et de [l'Iraq Body Count \(IBC\)](#) [projet recensant les morts civiles dues à la guerre d'Irak. Il entretient une base de données où figurent toutes les morts rapportées par au moins deux sources journalistiques, NdT] en 2006 et le comptage de l'IBC pour les années depuis 2007.

Pour l'Afghanistan, j'ai estimé qu'[environ 875 000 Afghans ont été tués](#). J'ai expliqué que les rapports annuels sur les victimes civiles de [la Mission d'Assistance des Nations Unies en Afghanistan \(MANUA\)](#) sont fondés uniquement sur les enquêtes menées par la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan (CAIDP), et qu'ils excluent sciemment un grand nombre de rapports sur les décès de civils pour lesquels la CAIDP n'a pas encore fait d'enquête ou pour lesquels elle n'a pas terminé ses enquêtes. Les rapports de la MANUA ne font pas du tout état de la situation dans de nombreuses régions du pays où les talibans et d'autres forces de résistance afghanes sont actifs, et où se déroulent donc la plupart des frappes aériennes et des raids nocturnes des États-Unis.

J'ai conclu que les rapports de la MANUA sur les décès de civils en Afghanistan semblent aussi inadéquats que l'extrême sous-déclaration constatée à la fin de la guerre civile guatémaltèque, lorsque la Commission de vérification historique parrainée par l'ONU a révélé 20 fois plus de décès que ce qui avait été rapporté auparavant.

Pour le Pakistan, j'ai estimé qu'[environ 325 000 personnes avaient été tuées](#). Ce chiffre est basé sur les estimations publiées des morts au combat et sur l'application d'une moyenne des ratios trouvés lors des guerres précédentes (12,5:1) au nombre de morts civiles signalées par le [South Asia Terrorism Portal \(SATP\)](#) en Inde.

Estimation du nombre de décès en Libye, en Syrie, en Somalie et au Yémen

Dans la troisième et dernière partie de cet article, j'estimerai le nombre de morts causées par les guerres secrètes et les guerres par procuration en Libye, en Syrie, en Somalie et au Yémen.

Les officiers supérieurs de l'armée américaine ont salué [la doctrine américaine de la guerre secrète et par procuration](#) qui a trouvé son plein épanouissement sous l'administration Obama comme une approche « [déguisée, silencieuse et sans médias](#) » de la guerre, et ont retracé l'évolution de cette doctrine jusqu'aux guerres américaines en Amérique centrale dans les années 1980. Alors que [le recrutement, l'entraînement, le commandement et le contrôle des escadrons de la mort en Irak](#) ont été surnommés « *l'option Salvador* », la stratégie américaine en Libye, en Syrie, en Somalie et au Yémen a en fait suivi ce modèle de plus près encore.

Ces guerres ont été catastrophiques pour les populations de tous ces pays, mais l'approche « *déguisée, silencieuse et sans médias* » des États-Unis a connu un tel succès en termes de propagande que la plupart des Américains savent très peu de choses sur le rôle des États-Unis dans la violence et le chaos insolubles qui les ont engloutis.

La nature très médiatique des frappes de missiles illégales mais largement symboliques sur la Syrie le 14 avril 2018 contraste fortement avec la campagne de bombardement « *déguisée, silencieuse et sans médias* » menée par les États-Unis, qui a détruit Raqqa, Mossoul et plusieurs autres villes syriennes et irakiennes avec plus de 100 000 bombes et missiles depuis 2014.

Les habitants de Mossoul, Raqqa, Kobané, Syrte, Falloujah, Ramadi, Tawergha et Deir ez-Zor sont morts comme des arbres abattus dans une forêt où il n'y avait pas de reporters ou d'équipes de télévision occidentaux pour enregistrer leur massacre. Comme Harold Pinter l'a demandé dans [son discours d'acceptation du prix Nobel en 2005](#),

« Ont-ils eu lieu ? Et sont-ils dans tous les cas imputables à la politique étrangère des États-Unis ? La réponse est oui, ils ont eu lieu, et ils sont dans tous les cas attribuables à la politique étrangère américaine. Mais vous ne le sauriez pas. Ça n'est jamais arrivé. Il ne s'est jamais rien passé. Même quand ça arrivait, ça n'arrivait pas. Ça n'avait pas d'importance. Ça n'avait aucun intérêt. »

Pour plus de détails sur le rôle crucial que les États-Unis ont joué dans chacune de ces guerres, veuillez lire mon article [Giving War Too Many Chances](#), publié en janvier 2018.

Libye

La seule justification légale pour l'OTAN et ses alliés monarchistes arabes pour avoir largué [au moins 7 700 bombes et missiles](#) sur la Libye et [l'avoir envahie avec des forces d'opérations spéciales](#) à partir de février 2011 était [la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU](#), qui autorisait « *toutes les mesures nécessaires* » dans le but strictement défini de protéger les civils en Libye.

Mais la guerre a au contraire tué beaucoup plus de civils que n'importe quelle estimation du nombre de personnes tuées lors de la rébellion initiale en février et mars 2011, qui allait de 1 000 (une estimation de l'ONU) à 6 000 (selon la Ligue libyenne des droits de l'homme). La guerre a donc clairement échoué dans son objectif déclaré et autorisé de protéger les civils, même si elle a atteint un objectif différent et non autorisé : le renversement illégal du gouvernement libyen.

La résolution 1973 du Conseil de Sécurité interdisait expressément « *une force d'occupation étrangère de quelque forme que ce soit sur une partie quelconque du territoire libyen* ». Mais l'OTAN et ses alliés ont lancé [une invasion secrète de la Libye](#) par des milliers de soldats qataris et des forces d'opérations spéciales occidentales, qui ont planifié l'avancée des rebelles à travers le pays, appelé à des frappes aériennes contre les forces gouvernementales et dirigé l'assaut final contre le quartier général militaire de Bab al-Aziziya à Tripoli.

Le chef d'état-major du Qatar, [le général de division Hamad bin Ali al-Atiya](#), a fièrement déclaré,

« Nous étions avec eux et le nombre de Qataris sur le terrain se chiffrait par centaines dans chaque région. La formation et les communications étaient entre les mains du Qatar. Le Qatar... a supervisé les plans des rebelles parce qu'il s'agissait de civils et qu'ils n'avaient pas assez d'expérience militaire. Nous avons servi de lien entre les rebelles et les forces de l'OTAN. »

Selon des informations crédibles, [un officier de sécurité français](#) aurait même livré le coup de grâce qui a tué le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, après qu'il a été capturé, torturé et sodomisé avec un couteau par les « *rebelles de l'OTAN* ».

Une enquête de [la commission parlementaire des affaires étrangères](#) au Royaume-Uni en 2016 a conclu qu'une « *intervention limitée pour protéger les civils s'est transformée en une politique opportuniste de changement de régime par des moyens militaires* », entraînant « *l'effondrement politique et économique, les affrontements inter milices et inter-tribaux, les crises humanitaires et migratoires, les violations généralisées des droits de l'homme, la dissémination des armes du régime Kadhafi dans la région et la croissance de l'État islamique en Afrique du Nord* ».

Rapports passifs sur les décès de civils en Libye

Une fois le gouvernement libyen renversé, les journalistes ont tenté de s'informer sur le sujet sensible de la mort de civils, si crucial pour les justifications juridiques et politiques de la guerre. Mais le National Transitional Council (NTC), le nouveau gouvernement instable formé par des exilés et des rebelles soutenus par l'Occident, a cessé de publier des estimations publiques des victimes et a ordonné au personnel hospitalier de [ne pas divulguer des informations aux journalistes](#).

Un chef rebelle a estimé en août 2011 que [50 000 Libyens avaient été tués](#). Puis, le 8 septembre 2011, Naji Barakat, le nouveau ministre de la santé du NTC, a publié une déclaration selon laquelle [30 000 personnes avaient été tuées](#) et 4 000 autres étaient portées disparues, d'après une enquête menée auprès des hôpitaux, des responsables locaux et des commandants rebelles dans la majorité du pays que le NTC contrôlait alors. Il a dit qu'il faudrait plusieurs semaines de plus pour terminer le recensement, de sorte qu'il s'attendait à ce que le chiffre final soit plus élevé.

La déclaration de Barakat ne comportait pas de dénombrement distinct des combattants et des civils. Mais il a déclaré qu'environ la moitié des 30 000 morts signalés étaient des troupes loyales au gouvernement, dont 9 000 membres de la Brigade Khamis, dirigée par Khamis, le fils de Khadafi. Barakat a demandé au public de signaler les décès dans leur famille et les détails sur les personnes disparues lorsqu'ils sont venus à la mosquée pour prier ce vendredi. L'estimation du NTC de 30 000 personnes tuées semblait se composer principalement de combattants des deux côtés.

L'enquête la plus complète sur les morts de guerre depuis la fin de la guerre de 2011 en Libye est une « *étude épidémiologique communautaire* » intitulée « [Conflit armé libyen 2011 : Mortalité, blessures et déplacements de population](#) ». Elle a été rédigée par trois professeurs de médecine de Tripoli et publiée dans le *Journal africain de médecine d'urgence* en 2015.

Les auteurs ont pris les données sur les morts, les blessés et les déplacements de guerre recueillies par le ministère du Logement et de la planification, et ont envoyé des équipes

pour mener des entretiens en face à face avec un membre de chaque famille afin de vérifier combien de membres de leur ménage avaient été tués, blessés ou déplacés. Ils n'ont pas essayé de séparer le meurtre de civils de la mort des combattants.

Ils n'ont pas non plus essayé d'estimer statistiquement les décès non déclarés précédemment par le biais de la méthode de « *l'enquête par sondage en grappes* » de [l'étude du Lancet](#) en Irak. Mais l'étude sur le conflit armé libyen est le bilan le plus complet des décès confirmés pendant la guerre en Libye jusqu'en février 2012, et elle a confirmé la mort d'au moins 21 490 personnes.

En 2014, le chaos et les combats entre factions en Libye se sont transformés en ce que Wikipédia appelle aujourd'hui une deuxième guerre civile libyenne. Un groupe appelé [Libya Body Count](#) (LBC) a commencé à comptabiliser les morts violentes en Libye, sur la base de rapports des médias, sur le modèle de l'[Iraq Body Count \(IBC\)](#). Mais le LBC ne l'a fait que pendant trois ans, de janvier 2014 à décembre 2016. Il a compté 2 825 décès en 2014, 1 523 en 2015 et 1 523 en 2016. (Le site Web du LBC indique que ce n'est qu'une coïncidence si le nombre est identique en 2015 et 2016).

Le projet ACLED ([Armed Conflict Location and Event Data](#)), basé au Royaume-Uni, a également permis de compter les morts violentes en Libye. L'ACLED a compté 4 062 décès en 2014-16, contre 5 871 par le LBC Pour les périodes restantes entre mars 2012 et mars 2018 que LBC n'a pas couvertes, l'ACLED a compté 1 874 décès.

Si le LBC avait couvert l'ensemble de la période depuis mars 2012 et avait trouvé le même nombre proportionnellement plus élevé qu'ACLED en 2014-16, il aurait compté 8 580 personnes tuées.

Estimation du nombre de personnes réellement tuées en Libye

En combinant les chiffres de [l'étude sur le conflit armé libyen de 2011](#) et nos projections combinées du nombre de morts du [LBC](#) et de l'[ACLED](#), on obtient un total de 30 070 décès signalés passivement depuis février 2011.

L'étude du Lybian Armed Conflict (LAC) était basée sur des données officielles dans un pays qui n'avait pas eu de gouvernement stable et unifié depuis environ 4 ans, tandis que Libya Body Count était un effort naissant pour imiter l'Iraq Body Count qui essayait de jeter un filet plus large en ne s'appuyant pas uniquement sur des sources d'information en anglais.

En Irak, le ratio entre l'étude de 2006 du *Lancet* et celle de l'Iraq Body Count était plus élevé parce que l'IBC ne comptait que des civils, alors que l'étude du *Lancet* comptait des combattants irakiens ainsi que des civils. Contrairement à l'Iraq Body Count, nos deux principales sources passives en Libye comptaient à la fois les civils et les combattants. D'après les descriptions d'une ligne de chaque incident dans la base de données du [Libya Body Count](#), le total de LBC semble inclure environ une moitié de combattants et une moitié de civils.

Les pertes militaires sont généralement comptées avec plus de précision que les pertes civiles, et les forces militaires ont intérêt à évaluer avec exactitude les pertes ennemies ainsi qu'à identifier les leurs. Le contraire est vrai pour les victimes civiles, qui sont presque toujours la preuve de crimes de guerre que les forces qui les ont tuées ont tout intérêt à supprimer.

Ainsi, en Afghanistan et au Pakistan, j'ai traité séparément les combattants et les civils, en appliquant les rapports typiques entre les rapports passifs et les études de mortalité aux civils uniquement, tout en acceptant les décès des combattants tels qu'ils ont été signalés passivement.

Mais les forces qui combattent en Libye ne sont pas une armée nationale dotée d'une chaîne de commandement et d'une structure organisationnelle strictes qui permettent de rendre compte avec précision des pertes militaires dans d'autres pays et conflits, de sorte que les décès de civils et de combattants semblent être largement sous-estimés par mes deux principales sources, l'étude du [Libya Armed Conflict](#) et celle du [Libya Body Count](#). En fait, les estimations du National Transitional Council (NTC) d'août et septembre 2011 de 30 000 morts étaient déjà beaucoup plus élevées que le nombre de morts de guerre dans l'étude du Lybian Armed Conflict.

Lorsque l'étude de 2006 du *Lancet* sur la mortalité en Irak a été publiée, elle a révélé 14 fois le nombre de décès figurant sur la liste de décès de civils de l'Iraq Body Count. Mais l'IBC a découvert plus tard d'autres décès de cette période, ce qui a réduit le rapport entre l'estimation de l'étude du Lancet et le compte révisé de l'IBC à 11,5:1.

Les totaux combinés de l'étude Libya Armed Conflict 2011 et Libya Body Count semblent représenter une plus grande proportion du nombre total de morts violentes que le nombre de morts en Irak, principalement parce que le LAC et le LBC ont compté les combattants ainsi que les civils, et parce que Libya Body Count a inclus les décès signalés dans les sources de nouvelles en arabe, alors que l'Iraq Body Count s'appuie presque entièrement sur [les sources de nouvelles en anglais](#) et exige généralement « *un minimum de deux sources de données indépendantes* » avant d'enregistrer chaque décès.

Dans d'autres conflits, les rapports passifs n'ont jamais réussi à compter plus d'un cinquième des décès découverts par des études épidémiologiques complètes et « *actives* ». Compte tenu de tous ces facteurs, le nombre réel de personnes tuées en Libye semble se situer entre cinq et douze fois le nombre compté par l'étude Libya Armed Conflict 2011, Libya Body Count et ACLED [Armed Conflict Location and Event Data Project, NdT].

J'estime donc qu'environ 250 000 Libyens ont été tués dans la guerre, la violence et le chaos que les États-Unis et leurs alliés ont déclenché en Libye en février 2011, et qui se poursuit encore aujourd'hui. Si l'on prend les ratios 5:1 et 12:1 par rapport aux décès comptés passivement comme limites extérieures, le nombre minimum de personnes qui ont été tuées serait de 150 000 et le maximum serait de 360 000.

Syrie

Le rôle « [déguisé, discret et sans médias](#) » des États-Unis en Syrie a commencé fin 2011 avec une opération de la CIA pour faire passer en Syrie [des combattants étrangers](#) et des armes à travers la Turquie et la Jordanie, travaillant avec le Qatar et l'Arabie saoudite pour militariser les troubles qui ont commencé avec les protestations pacifiques du printemps arabe contre le gouvernement baasiste syrien.

[Les groupes politiques syriens, pour la plupart de gauche et démocratiques](#), qui coordonnaient les manifestations non-violentes en Syrie en 2011, se sont fortement opposés à ces efforts étrangers pour déclencher une guerre civile, et ont publié des déclarations fortes contre la violence, le sectarisme et l'intervention étrangère.

Mais même si un sondage d'opinion parrainé par le Qatar en décembre 2011 a révélé que [55 % des Syriens soutenaient leur gouvernement](#), les États-Unis et leurs alliés étaient déterminés à adapter leur modèle de changement de régime libyen à la Syrie, sachant très bien, dès le départ, que cette guerre serait beaucoup plus sanglante et plus destructrice.

La CIA et ses partenaires monarchistes arabes ont finalement acheminé [des milliers de tonnes d'armes](#) et des milliers de jihadistes étrangers liés à Al-Qaïda en Syrie. Les armes sont venues d'abord de Libye, puis de Croatie et des Balkans. Elles comprenaient des obusiers, des lanceurs de missiles et d'autres armes lourdes, des fusils de précision, des grenades propulsées par fusée, des mortiers et des armes légères, et les États-Unis ont fini par fournir directement de puissants missiles antichars.

Pendant ce temps, au lieu de coopérer avec les efforts de Kofi Annan soutenus par l'ONU pour ramener la paix en Syrie en 2012, les États-Unis et leurs alliés ont organisé trois [conférences des « Amis de la Syrie »](#), où ils ont poursuivi leur propre « *Plan B* », promettant un soutien toujours plus grandissant aux rebelles de plus en plus dominés par Al-Qaïda. [Kofi Annan a quitté son rôle ingrat avec dégoût](#) après que la secrétaire d'État Clinton et ses alliés britanniques, français et saoudiens ont cyniquement sapé son plan de paix.

Le reste, comme on dit, c'est de l'histoire, une histoire de violence et de chaos sans cesse grandissant qui a entraîné les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, la Russie, l'Iran et tous les voisins de la Syrie dans un tourbillon sanglant. Comme l'a fait remarquer Phyllis Bennis de l'Institute for Policy Studies, ces puissances extérieures ont toutes été prêtes à se battre pour la Syrie « [jusqu'au dernier Syrien](#) ».

La campagne de bombardements que le président Obama a lancée contre l'État islamique en 2014 est la campagne de bombardements la plus intense depuis la guerre des États-Unis au Vietnam, avec plus de 100 000 bombes et missiles largués sur la Syrie et l'Irak. Patrick Cockburn, le correspondant chevronné au Moyen-Orient du journal britannique *Independent*, s'est récemment rendu à Raqqa, ancienne 6e ville de Syrie, et a écrit que « [La destruction est totale](#) ».

« *Dans d'autres villes syriennes bombardées au point d'être oblitérées, il y a au moins un district qui a survécu intact* », a écrit Cockburn. « *C'est le cas même à Mossoul en Irak, bien qu'une grande partie ait été réduite en décombres. Mais à Raqqa, les dommages et la démoralisation sont omniprésents. Quand quelque chose fonctionne, comme un seul feu de circulation, le seul à le faire dans la ville, les gens expriment leur surprise.* »

Estimation des morts violentes en Syrie

Toutes les estimations publiques du nombre de personnes tuées en Syrie que j'ai trouvées proviennent directement ou indirectement de [l'Observatoire syrien des droits de l'homme](#) (SOHR), dirigé par Rami Abdulrahman, à Coventry, au Royaume-Uni. Son travail est financé en partie par l'Union européenne et en partie par le gouvernement du Royaume-Uni.

Wikipédia cite le Syrian Centre for Policy Research comme source séparée avec une estimation de mortalité plus élevée, mais il s'agit en fait d'une projection à partir des chiffres du SOHR. Les estimations plus basses de l'ONU semblent également reposer principalement sur les rapports du SOHR.

Le SOHR a été critiqué pour son point de vue ouvertement pro-opposition, ce qui a conduit certains à remettre en question l'objectivité de ses données. Il semble avoir sous-estimé le nombre de civils tués par les frappes aériennes américaines, mais cela pourrait aussi être dû à la difficulté et au danger de faire des reportages à partir d'un territoire tenu par l'EI, comme cela a également été le cas en Irak.



Une pancarte de protestation dans le quartier de Kafersousah à Damas, en Syrie, le 26 décembre 2012. (Crédit photo : Freedom House Flickr)

Le SOHR reconnaît que son dénombrement ne peut être une estimation totale de toutes les personnes tuées en Syrie. Dans son rapport le plus récent, en mars 2018, il a ajouté 100 000 à son décompte pour compenser la sous-déclaration, 45 000 autres pour tenir compte des prisonniers tués ou disparus sous la garde du gouvernement et 12 000 pour les personnes tuées ou disparues sous la garde de l'État islamique ou d'autres rebelles.

Abstraction faite de ces ajustements, [le rapport du SOHR de mars 2018](#) fait état de la mort de 353 935 combattants et civils en Syrie. Ce total comprend 106 390 civils, 63 820 soldats syriens, 58 130 membres de milices pro-gouvernementales (dont 1 630 du Hezbollah et 7 686 autres étrangers), 63 360 membres de l'État islamique, Jabhat Fateh al-Sham (anciennement Jabhat al-Nosra) et autres djihadistes islamistes, 62 039 autres combattants antigouvernementaux et 196 corps non identifiés.

Si l'on répartit ce chiffre entre civils et combattants, cela représente 106 488 civils et 247 447 combattants tués (les 196 corps non identifiés étant divisés également), dont 63 820 soldats de l'armée syrienne.

Le dénombrement du SOHR n'est pas une enquête statistique complète comme [l'étude de 2006 du Lancet](#) en Irak. Mais indépendamment de son point de vue favorable aux rebelles, le SOHR semble être l'un des efforts les plus complets pour « *compter passivement* » les morts dans toutes les guerres récentes.

Comme les institutions militaires dans d'autres pays, l'armée syrienne conserve probablement des chiffres assez précis sur les pertes de ses propres troupes. En excluant les pertes militaires réelles, il serait sans précédent pour le SOHR d'avoir compté [plus de 20 %](#) des autres personnes tuées pendant la guerre civile en Syrie. Mais les rapports du SOHR pourraient bien être aussi précis que tous les efforts précédents pour compter les morts par des méthodes « *passives* ».

Si l'on prend les chiffres rapportés passivement par le SOHR pour les morts de guerre non militaires comme 20% du total réel des morts, cela signifierait que 1,45 million de civils et de combattants non militaires ont été tués. Après avoir ajouté à ce nombre les 64 000 soldats syriens tués, j'estime qu'environ 1,5 million de personnes ont été tuées en Syrie.

Si le SOHR a eu de meilleurs résultats que tous les efforts « *passifs* » précédents pour compter les morts dans une guerre, et a compté 25% ou 30% des personnes tuées, le nombre réel de personnes tuées pourrait être aussi bas que 1 million. S'il n'a pas eu d'aussi bons résultats qu'il n'y paraît, et que son compte est plus proche de ce qui a été typique dans d'autres conflits, alors jusqu'à 2 millions de personnes pourraient bien avoir été tuées.

Somalie

La plupart des Américains se souviennent de l'intervention américaine en Somalie qui a conduit à l'incident du « [Black Hawk Down](#) » [ou « *bataille de Mogadiscio* » (3-4 octobre 1993) ; cette bataille sera traumatisante pour l'opinion publique américaine, notamment à la suite de la diffusion d'images télévisées de cadavres de soldats américains traînés par des voitures dans les rues de la ville, NdT], et au retrait des troupes américaines en 1993. Mais la plupart des Américains ne se souviennent pas, ou n'ont peut-être jamais su, que les États-Unis ont fait une autre intervention « [déguisée, silencieuse et sans médias](#) » en Somalie en 2006, à l'appui d'une invasion militaire éthiopienne.

La Somalie commençait à se « *tirer d'affaire* » sous la gouvernance de l'[Union des tribunaux islamiques](#) (UTI), une union de tribunaux traditionnels locaux qui ont accepté de travailler ensemble pour gouverner le pays. L'UTI s'est alliée à un seigneur de guerre à Mogadiscio et a vaincu les autres seigneurs de guerre qui avaient dirigé des fiefs privés depuis l'effondrement du gouvernement central en 1991. Les gens qui connaissaient bien le pays ont salué l'UTI comme une évolution porteuse d'espoir pour la paix et la stabilité en Somalie.

Mais dans le contexte de sa « *guerre contre le terrorisme* », le gouvernement américain a identifié l'Union des tribunaux islamiques comme un ennemi et une cible pour une action militaire. Les États-Unis se sont alliés à l'Éthiopie, rival régional traditionnel de la Somalie (et pays majoritairement chrétien), et ont mené [des frappes aériennes et des opérations spéciales](#) pour soutenir [une invasion éthiopienne de la Somalie](#) afin de déloger l'UTI du pouvoir. Comme dans tous les autres pays où les États-Unis et leurs mandataires ont envahi le pays depuis 2001, cela a eu pour effet de [plonger la Somalie dans la violence et le chaos](#) qui persistent encore aujourd'hui.

Estimation du nombre de victimes en Somalie

Selon des sources passives, le nombre de morts violentes en Somalie depuis l'invasion éthiopienne soutenue par les États-Unis en 2006 s'élève à 20 171 ([Uppsala Conflict Data Program \(UCDP\)](#) – jusqu'en 2016) et 24 631 ([Armed Conflict Location and Event Data Project \(ACLED\)](#)). Mais une ONG locale primée, le [Elman Peace and Human Rights Centre](#) à Mogadiscio, qui n'a suivi les décès que pour 2007 et 2008, a compté 16 210 morts violentes au cours de ces deux années seulement, soit 4,7 fois le nombre compté par l'UCDP et 5,8 fois le décompte de l'ACLED pour ces deux années.

En Libye, Lybia Body Count n'a compté que 1,45 fois plus de morts que l'ACLED. En Somalie, Elman Peace a compté 5,8 fois plus que l'ACLED – la différence entre les deux était 4 fois plus grande. Cela suggère que le comptage d'Elman Peace était environ deux fois plus minutieux que celui du Lybia Body Count, alors que l'ACLED semble être environ à moitié moins efficace pour compter les morts de guerre en Somalie qu'en Libye.

L'UCDP a enregistré un nombre de décès plus élevé que l'ACLED de 2006 à 2012, tandis que l'ACLED a publié des chiffres plus élevés que l'UCDP depuis 2013. La moyenne de leurs deux dénombrements donne un total de 23 916 décès violents de juillet 2006 à 2017. Si Elman Peace avait continué à compter les morts de guerre et avait continué à trouver 5,25 fois (la moyenne de 4,7 et 5,8) fois le nombre trouvé par ces groupes de surveillance internationaux, il aurait déjà compté environ 125 000 morts violentes depuis l'invasion de l'Éthiopie soutenue par les États-Unis en juillet 2006.

Mais si Elman Peace a compté beaucoup plus de morts que l'UCDP ou l'ACLED, il ne s'agissait encore que d'un comptage « *passif* » des morts de guerre en Somalie. Pour estimer le nombre total de morts de guerre qui ont résulté de la décision des États-Unis de détruire le jeune gouvernement somalien de l'UTI, nous devons multiplier ces chiffres par un rapport qui se situe quelque part entre ceux trouvés dans d'autres conflits, entre 5:1 et 20:1.

L'application d'un ratio de 5:1 à ma projection de ce que le Projet Elman aurait pu compter à ce jour donne un total de 625 000 décès. L'application d'un ratio de 20:1 aux dénombrements beaucoup plus faibles de l'UCDP et de l'ACLED donnerait un chiffre inférieur de 480 000.

Il est très peu probable que le projet Elman ait compté plus de 20 % des décès réels dans toute la Somalie. D'autre part, l'UCDP et l'ACLED ne comptaient que les rapports de décès en Somalie à partir de leurs bases en Suède et au Royaume-Uni, sur la base de rapports publiés, de sorte qu'il est fort possible qu'ils aient compté moins de 5 % des décès réels.

Si le projet Elman n'a comptabilisé que 15 % du total des décès au lieu de 20 %, cela suggère que 830 000 personnes ont été tuées depuis 2006. Si les chiffres de l'UCDP et de l'ACLED ont compté plus de 5 % du total des décès, le total réel pourrait être inférieur à 480 000. Mais cela impliquerait que le Projet Elman ait recensé une proportion encore plus élevée de décès réels, ce qui serait sans précédent pour un tel projet.

J'estime donc que le nombre réel de personnes tuées en Somalie depuis 2006 doit se situer entre 500 000 et 850 000, avec très probablement environ 650 000 morts violentes.

Yémen

Les États-Unis font partie d'une coalition qui bombarde le Yémen depuis 2015 dans le but de restaurer le pouvoir de l'ancien président Abdrabbo Mansour Hadi. Hadi a été élu en 2012 après que les protestations du printemps arabe et les soulèvements armés ont forcé le dictateur précédent du Yémen, Ali Abdallah Saleh, soutenu par les États-Unis, à démissionner en novembre 2011.

Le mandat de Hadi était d'élaborer une nouvelle constitution et d'organiser une nouvelle élection dans un délai de deux ans. Il n'a rien fait de tout cela, de sorte que le puissant mouvement zaydite Houthi a envahi la capitale en septembre 2014, a placé Hadi en résidence surveillée et a exigé que lui et son gouvernement remplissent leur mandat et organisent une nouvelle élection.

Les Zaydites [ou Zaïdites, NdT] sont une secte chiite unique qui représente 45 % de la population du Yémen. Les imams zaydites ont gouverné la majeure partie du Yémen pendant plus de mille ans. Les Sunnites et les Zaydites vivent ensemble pacifiquement au Yémen depuis des siècles, les mariages mixtes sont courants et ils prient dans les mêmes mosquées.

Le dernier Imam Zaydite a été renversé lors d'une guerre civile dans les années 1960. Dans cette guerre, les Saoudiens ont soutenu les royalistes Zaydites, tandis que l'Égypte a envahi le Yémen pour soutenir les forces républicaines qui ont fini par former la République arabe du Yémen en 1970.

En 2014, Hadi a refusé de coopérer avec les Houthis et [a démissionné en janvier 2015](#). Il s'est enfui à Aden, sa ville natale, puis en Arabie saoudite, qui a lancé une campagne de bombardements sauvage soutenue par les États-Unis et un blocus naval pour tenter de le restaurer au pouvoir.

Bien que l'Arabie saoudite mène la plupart des frappes aériennes, les États-Unis ont vendu la plupart des avions, bombes, missiles et autres armes qu'elle utilise. Le Royaume-Uni est le deuxième fournisseur d'armes des Saoudiens. Sans le renseignement par satellite des États-Unis et le ravitaillement en vol, l'Arabie saoudite ne pourrait pas effectuer des frappes aériennes dans tout le Yémen comme elle le fait actuellement. Ainsi, le blocage des armes, du ravitaillement en vol et du soutien diplomatique américains pourraient être décisifs pour mettre fin à la guerre.

Estimation des victimes de la guerre au Yémen

Les estimations publiées des décès dus à la guerre au Yémen sont basées sur des enquêtes régulières menées dans les hôpitaux de ce pays par l'Organisation mondiale de la santé, souvent relayées par [le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies \(BCAH\)](#). Selon les estimations les plus récentes, à partir de décembre 2017, 9 245 personnes ont été tuées, dont 5 558 civils.

Mais le rapport du BCAH de décembre 2017 contenait une note selon laquelle « *en raison du nombre élevé d'établissements de santé qui ne fonctionnent pas ou qui fonctionnent partiellement en raison du conflit, ces chiffres sont sous-déclarés et probablement plus élevés* ».

Même lorsque les hôpitaux sont pleinement opérationnels, de nombreuses personnes tuées à la guerre ne se rendent jamais à l'hôpital. Plusieurs hôpitaux du Yémen ont été frappés

par des frappes aériennes saoudiennes, il y a un blocus naval qui restreint les importations de médicaments, et les approvisionnements en électricité, eau, nourriture et carburant ont tous été affectés par les bombardements et le blocus. Ainsi, les synthèses de l'OMS sur les rapports de mortalité des hôpitaux sont susceptibles de ne représenter qu'une petite fraction du nombre réel de personnes tuées.

L'ACLED rapporte un chiffre légèrement inférieur à celui de l'OMS : 7 846 jusqu'à la fin de 2017. Mais contrairement à l'OMS, l'ACLED dispose de données à jour pour 2018 et fait état de 2 193 autres décès depuis janvier. Si l'OMS continue de déclarer 18 % de décès de plus que l'ACLED, le total de l'OMS jusqu'à présent serait de 11 833.

Même le MCAH et l'OMS reconnaissent une sous-déclaration importante des décès dus à la guerre au Yémen, et le rapport entre les rapports passifs de l'OMS et les décès réels semble se situer à l'extrémité supérieure de la fourchette observée dans d'autres guerres, qui varie entre 5:1 et 20:1. J'estime qu'environ 175 000 personnes ont été tuées – 15 fois le nombre rapporté par l'OMS et l'ACLED – avec un minimum de 120 000 et un maximum de 240 000.

Le véritable coût humain des guerres américaines

Au total, dans les trois parties de ce rapport, j'ai estimé que les guerres qui ont suivi les attentats du 11 septembre ont tué environ 6 millions de personnes. Peut-être que le nombre réel n'est que de 5 millions. Ou peut-être que c'est 7 millions. Mais je suis tout à fait certain qu'il s'agit de plusieurs millions.

Il ne s'agit pas seulement de centaines de milliers, comme le croient de nombreuses personnes par ailleurs bien informées, car les compilations de « *reportages passifs* » ne peuvent jamais représenter plus qu'une fraction du nombre réel de personnes tuées dans les pays qui vivent dans le genre de violence et de chaos que [l'agression de notre pays](#) leur a infligé depuis 2001.

Les rapports systématiques de [l'Observatoire syrien des droits de l'homme](#) ont certainement permis de saisir une fraction plus importante des décès réels que le petit nombre d'enquêtes terminées qui sont présentées de manière trompeuse comme des estimations de la mortalité par [la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan](#). Mais tous deux ne représentent encore qu'une fraction du nombre total de décès.

Et le nombre réel de personnes tuées n'est certainement pas dans les dizaines de milliers, comme la plupart des gens aux États-Unis et [au Royaume-Uni](#) ont été amenés à le croire, selon les sondages d'opinion.

Nous avons besoin de toute urgence d'experts en santé publique pour mener des études exhaustives sur la mortalité dans tous les pays où les États-Unis ont sombré dans la guerre depuis 2001, afin que le monde puisse réagir de façon appropriée à l'ampleur réelle des morts et des destructions causées par ces guerres.

Comme Barbara Lee a prévenu ses collègues avant de voter de manière dissidente en 2001, nous sommes « *devenus le mal que nous déplorons* ». Mais ces guerres n'ont pas été accompagnées d'effrayants défilés militaires (pas encore) ou de discours sur la conquête du monde. Au lieu de cela, elles ont été politiquement justifiées grâce à une « [guerre de l'information](#) » pour diaboliser les ennemis et [fabriquer des crises](#), puis elles ont été menées d'une manière « [déguisée, silencieuse, libre de médias](#) », pour cacher leur coût en sang

humain au public américain et au monde entier.

Après 16 ans de guerre, environ 6 millions de morts violentes, 6 pays complètement détruits et beaucoup plus déstabilisés, il est urgent que le public américain reconnaisse le véritable coût humain des guerres de notre pays et la façon dont nous avons été manipulés et induits en erreur pour fermer les yeux – avant qu'ils ne continuent encore plus longtemps, détruisent davantage de pays, sapent davantage l'état de droit international et tuent des millions d'autres de nos semblables.

Comme [l'a écrit Hannah Arendt](#) dans *Les origines du totalitarisme*, « *Nous ne pouvons plus nous permettre de prendre ce qui est bon dans le passé et de l'appeler simplement notre héritage, de rejeter le mauvais et de le considérer simplement comme un poids mort qui, par lui-même, s'entertera dans l'oubli. Le courant souterrain de l'histoire occidentale a fini par remonter à la surface et a ravi la dignité de notre tradition. C'est la réalité dans laquelle nous vivons.* »

Nicolas J.S. Davies

Article original en anglais : [How Many Millions Have Been Killed in America's Post-9/11 Wars? Part 3: Libya, Syria, Somalia and Yemen](#), Consortium News, le 25 avril 2018

Traduit par les lecteurs du site www.les-crises.fr.

La source originale de cet article est [Consortium News](#)
Copyright © [Nicolas J. S. Davies](#), [Consortium News](#), 2023

Articles Par : [Nicolas J. S. Davies](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca